

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 23/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE**

54 avenue de Montpellier  
34725 Saint-André-De-Sangonis

Références : 2025-07-380  
Code AIOT : 0006600803

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE implanté 431 RUE PHILIPPE LAMOUR ZONE INDUSTRIELLE 30600 VAUVERT. L'inspection a été annoncée le 10/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE
- 431 RUE PHILIPPE LAMOUR ZONE INDUSTRIELLE 30600 VAUVERT
- Code AIOT : 0006600803
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) est spécialisée dans le traitement par distillation des produits et des sous-produits de la viticulture, notamment le vin, les marcs de raisin et les lies de vin afin de produire environ 60 000 hl/an d'alcool de bouche alimentaire et 40 000 hl/an d'alcool industriel. L'activité de fabrication d'engrais et de composts est également exercée sur le site. Les installations sont régulièrement exploitées par l'arrêté préfectoral n°14-003N du 17 janvier 2014 autorisant UDM à exploiter des installations de distillation, de stockage de produits distillés, de production de compost, d'engrais et de colorants sur la commune de Vauvert.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Lettre du 24/06/2024, article °	Demande d'action corrective	3 mois
8	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
10	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
12	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
13	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

#### PFAS

L'exploitant a conduit les campagnes de mesures PFAS dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Des concentrations en AOF de 55.5 et 54.2 µg/L ont été mesurées sur deux des analyses. Compte-tenu des flux potentiellement importants, il est demandé à l'exploitant d'établir un plan d'action présentant des mesures d'investigations, réduction/suppression et surveillance.

#### Anti-mousse incendie

Le site dispose d'un émulseur fluoré. L'exploitant doit préciser si cet émulseur est conforme à la réglementation en vigueur et à venir et le cas échéant prévoir un plan de substitution.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique ne pas utiliser de PFAS en dehors des émulseurs. L'exploitant a vérifié les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur son site et par les autres exploitants (Uva Terra et UFAB) situés à proximité compte-tenu d'une gestion des eaux pluviales commune. Aucune substance n'a été identifiée dans les fiches de données de sécurité. En revanche, l'exploitant indique que les émulseurs présents sur son site sont des émulseurs fluorés (cf point de contrôle n°8). La liste des PFAS n'a pas été formalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de formaliser la liste des PFAS utilisés sur son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé en décembre 2023, janvier et février 2024 les analyses sur les effluents de

son site. Les analyses portent sur les 20 PFAS listés à l'arrêté ministériel et sur l'AOF. Il convient de noter que les rejets du site ne sont pas effectués directement dans un cours d'eau mais sont épandus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Accréditation des organismes mandatés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements ont été effectués par l'APAVE. Les analyses ont été réalisées par le laboratoire EUROFINS LEA qui a sous traité les analyses à EUROFINS Maxeville. Ce dernier est bien accrédité COFRAC. Il convient de noter qu'un des résultats (PFTTrDA de janvier 2024) n'a pas été rendu sous accréditation. Le bulletin d'analyse précise : « <i>Observation d'un écart lors de la mise en œuvre de la méthode d'essai. Résultat émis hors des spécifications de la méthode accréditée</i> ».</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Exigences pour le prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Exigences pour le prélèvement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Représentativité de l'activité lors des campagnes</u></p> <p>La distillation est effectuée sur une période de 10 mois et notamment au cours des mois lors desquels les prélèvements ont été effectués.</p>

#### Représentativité du prélèvement

Tous les effluents du site sont dirigés vers la cuve 500 dont ils sont extraits pour être épandus. Un compteur est présent à la sortie de ce bac. Le prélèvement a été fait en amont du compteur. L'exploitant a saisi un volume journalier de 583 m<sup>3</sup>, 672 m<sup>3</sup> et 744 m<sup>3</sup> respectivement pour les mois de décembre, janvier et février. L'inspection a consulté le registre du relevé des volumes journaliers épandus. Les volumes moyens journaliers sont de 566, 657 et 639 m<sup>3</sup> respectivement pour les mois de décembre, janvier et février. Les volumes saisis par l'exploitant dans GIDAF sont donc cohérents avec le volume journalier épandu.

Le prélèvement a été asservi au temps (60mL toutes les 8 minutes).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Précisions des mesures

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Respect des limites de quantification

##### **Prescription contrôlée :**

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

##### **Constats :**

Les limites de quantification pour les substances PFAS ont été respectées (100ng/L). Pour l'AOF, l'inspection note que pour l'analyse des effluents de décembre, la limite de quantification n'a pas été respectée puisque la limite de quantification indiquée sur le bulletin d'analyse est de 40 µg/L. Toutefois, il est précisé par le laboratoire que : « La nature de l'échantillon ne permet pas de tenir les limites de quantification habituelle (risques de saturation des charbons actifs). ». Cette augmentation de la limite de quantification est justifiée par le type d'effluents (effluents destinés à l'épandage) et les valeurs élevées de MES et DCO (396 mg/L et 3820 mg/L).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Restitution des résultats sur GIDAF

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

##### **Constats :**

Les résultats ont été saisis par l'exploitant dans l'application GIDAF rapidement après la réception des résultats. L'inspection constate une erreur d'unités pour les résultats du mois de février portant sur les paramètres MES, DCO, Carbone organique et F- (mg/L // µg/L).

Concernant les PFAS, les résultats sont les suivants :

- décembre 2023: aucune quantification ni de PFAS, ni d'AOF. A noter que la limite de quantification est de 40 µg/L (cf point de contrôle n°5)
- janvier 2024 : AOF à 55,5µg/L et aucune quantification des PFAS analysés
- février 2024 : AOF à 54,2 µg/L et quantification de 2 substances PFAS : PFDoDS et PFHxA à des concentrations respectives de 0,89 et 0,26 µg/L.

Il convient de noter que les effluents des mois de janvier et février 2024 ont été plus chargés en MES et DCO que l'effluent du mois de décembre (rapport de concentration d'environ 4). L'exploitant indique que cela peut être lié à la pluviométrie et/ou aux variations des apports extérieurs.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de corriger l'erreur d'unité dans la saisie des résultats du mois de février.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 7 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS**

**Référence réglementaire :** Lettre du 24/06/2024, article °

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action

#### **Prescription contrôlée :**

« Je vous demande de vous inscrire dans la démarche suivante, en définissant un plan d'action articulé autour de trois temps : investigation - suppression/réduction - surveillance. »

#### **Constats :**

##### Investigations

L'exploitant a répondu à la demande de l'inspection par courrier du 2 juillet 2024. Dans ce courrier, il indique l'absence de lien évident entre l'activité du site et les émissions de PFAS. Les autres distilleries du groupe dont l'activité est similaire au site de Vauvert n'ont pas mis en évidence la présence PFAS. L'exploitant précise qu'il est alimenté par le réseau BRL dont l'eau provient du Rhône.

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir initié des campagnes sur son eau d'alimentation et ses rejets au printemps 2025. Deux analyses (avril et mai) des eaux d'alimentation ont été conduites. Les résultats sont inférieurs aux limites de quantification pour les substances et l'AOF. Il convient de noter toutefois que les prélèvements ont été effectués après l'étape de traitement in situ (filtration).



L'exploitant indique que le laboratoire n'a pas souhaité analyser les échantillons d'effluents épandus (étape de purification non réalisable sur l'échantillon). L'exploitant a ainsi décidé de suspendre les analyses et a consulté d'autres laboratoires.

L'exploitant indique que les émulseurs présents sur son site sont fluorés. Il n'y a pas eu d'incidents sur le site nécessitant la mise en œuvre des émulseurs. Il précise que les systèmes d'extinction sont testés uniquement à l'eau sans adjonction d'émulseur.

L'inspection indique que d'autres PFAS présents dans les émulseurs sont désormais analysables en routine.

#### Surveillance

Aucune autre surveillance de la qualité des rejets n'a été effectuée depuis les campagnes imposées par l'arrêté ministériel compte-tenu du refus du laboratoire d'analyser les échantillons d'effluents du mois d'avril et mai. L'exploitant est en recherche de laboratoire pour effectuer de nouvelles analyses.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de formaliser un plan d'action PFAS présentant les mesures d'investigations, réduction/suppression et surveillance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 8 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

#### **Prescription contrôlée :**

##### Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

##### Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

##### Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des

<p>mélanges ou des articles.</p> <p>2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un seul type d'émulseur est présent sur le site d'UDM avec une réserve de 1200L. Il convient de noter que dans le cadre du POI, d'autres émulseurs sont présents sur le site d'UFAB.</p> <p>L'exploitant a interrogé son fournisseur qui a indiqué que l'émulseur du site est fluoré.</p> <p>L'exploitant a établi une note pour préciser l'interdiction d'utilisation des émulseurs pour les exercices incendies et a engagé les démarches pour le chiffage de la destruction et du remplacement de l'émulseur. Il précise par ailleurs que le POI mentionne bien l'arrêt de l'épandage (et donc des rejets) pour retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser quelles substances sont contenues dans les émulseurs. Les résultats d'analyse du produit ou un justificatif du fournisseur doivent être transmis en précisant si l'émulseur contient du PFOS. Si l'émulseur contient du PFOS, son utilisation étant interdite depuis 2010, l'exploitant devra substituer et traiter l'émulseur et les eaux de rinçage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 9 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie</p>

qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

**Constats :**

Un seul type d'émulseur est présent sur le site d'UDM avec une réserve de 1200L. Il convient de noter que dans le cadre du POI, d'autres émulseurs sont présents sur le site d'UFAB. L'exploitant a interrogé son fournisseur qui a indiqué que l'émulseur du site est fluoré. L'exploitant a établi une note pour préciser l'interdiction d'utilisation des émulseurs pour les exercices incendies et a engagé les démarches pour le chiffage de la destruction et du remplacement de l'émulseur. Il précise par ailleurs que le POI mentionne bien l'arrêt de l'épandage (et donc des rejets) pour retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de préciser quelles substances sont contenues dans cet émulseur. Les résultats d'analyse du produit ou un justificatif du fournisseur doivent être transmis en précisant si l'émulseur contient du PFHxS. Si l'émulseur contient du PFHxS, son utilisation étant interdite depuis 2023, l'exploitant devra substituer et traiter l'émulseur et les eaux de rinçage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

**Constats :**

Un seul type d'émulseur est présent sur le site d'UDM avec une réserve de 1200L. Il convient de noter que dans le cadre du POI, d'autres émulseurs sont présents sur le site d'UFAB. L'exploitant a interrogé son fournisseur qui a indiqué que l'émulseur du site est fluoré. L'exploitant a établi une note pour préciser l'interdiction d'utilisation des émulseurs pour les exercices incendies et a engagé les démarches pour le chiffage de la destruction et du remplacement de l'émulseur. Il précise par ailleurs que le POI mentionne bien l'arrêt de l'épandage (et donc des rejets) pour retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de préciser quelles substances sont contenues dans cet émulseur. Les résultats d'analyse du produit ou un justificatif du fournisseur doivent être transmis en précisant si l'émulseur contient du PFOA. Si l'émulseur contient du PFOA, son utilisation est autorisée jusqu'au 3 décembre 2025 pour les feux de combustibles liquides (feux de classe B) sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets, et lorsque les mousses sont déjà contenues dans les systèmes, qu'ils soient fixes ou mobiles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Notification des stocks de PFOA**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu

<p>applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un seul type d'émulseur est présent sur le site d'UDM avec une réserve de 1200L. Il convient de noter que dans le cadre du POI, d'autres émulseurs sont présents sur le site d'UFAB. L'exploitant a interrogé son fournisseur qui a indiqué que l'émulseur du site est fluoré. L'exploitant a établi une note pour préciser l'interdiction d'utilisation des émulseurs pour les exercices incendies et a engagé les démarches pour le chiffage de la destruction et du remplacement de l'émulseur. Il précise par ailleurs que le POI mentionne bien l'arrêt de l'épandage (et donc des rejets) pour retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé de préciser quelles substances sont contenues dans les émulseurs. Si un des émulseurs dont la quantité est supérieure à 50kg contient du PFOA, l'exploitant doit notifier le stock. Le cas échéant, les modalités de notification du stock seront communiquées à l'exploitant par l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 12 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) une autre substance, en tant que constituant;</li> <li>b) un mélange;</li> <li>c) un article;</li> </ol> <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;</li> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous</li> </ul>

<p>les rejets sont contenus;</p> <p>- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un seul type d'émulseur est présent sur le site d'UDM avec une réserve de 1200L. Il convient de noter que dans le cadre du POI, d'autres émulseurs sont présents sur le site d'UFAB.</p> <p>L'exploitant a interrogé son fournisseur qui a indiqué que l'émulseur du site est fluoré.</p> <p>L'exploitant a établi une note pour préciser l'interdiction d'utilisation des émulseurs pour les exercices incendies et a engagé les démarches pour le chiffage de la destruction et du remplacement de l'émulseur. Il précise par ailleurs que le POI mentionne bien l'arrêt de l'épandage (et donc des rejets) pour retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser quelles substances sont contenues dans cet émulseur .Les résultats d'analyse du produit ou un justificatif du fournisseur doivent être transmis en précisant si l'émulseur contient des PFCA C9-C14.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un seul type d'émulseur est présent sur le site d'UDM avec une réserve de 1200L. Il convient de</p>

noter que dans le cadre du POI, d'autres émulseurs sont présents sur le site d'UFAB.  
L'exploitant a interrogé son fournisseur qui a indiqué que l'émulseur du site est fluoré.  
L'exploitant a établi une note pour préciser l'interdiction d'utilisation des émulseurs pour les exercices incendies et a engagé les démarches pour le chiffage de la destruction et du remplacement de l'émulseur. Il précise par ailleurs que le POI mentionne bien l'arrêt de l'épandage (et donc des rejets) pour retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de préciser quelles substances sont contenues dans cet émulseur. Les résultats d'analyse du produit ou un justificatif du fournisseur doivent être transmis en précisant si l'émulseur contient du PFHxA. Leur utilisation est encore autorisée en 2025 (interdiction à partir de 2026).

**Type de suites proposées :** Sans suite